

Accord du 27 mai 2020

relatif à la reconversion et la promotion par l'alternance (dite « Pro-A »)

NOR : ASET2051024M

IDCC : 3220

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNOPH,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC ;

FSPSS FO ;

INTERCO CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2018-71 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a profondément transformé le modèle de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage.

L'ordonnance n° 2019-861 du 21 août 2019 visant à assurer la cohérence de diverses dispositions législatives avec la loi précitée modifie substantiellement le dispositif de reconversion ou promotion par alternance. Ainsi, un accord de branche étendu est désormais nécessaire pour déterminer les certifications professionnelles éligibles dans le cadre de la reconversion ou promotion par alternance (dite « Pro A »).

Outre les obligations réglementaires de formation nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle, les partenaires sociaux tiennent à rappeler que l'employeur est tenu d'assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail et doit veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi, au regard notamment de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations. À ce titre, l'employeur peut être amené à proposer des postes de reclassement pouvant nécessiter une formation d'adaptation ou une qualification complémentaire, notamment à la suite d'une inaptitude professionnelle ou d'une réorganisation de l'office.

Dans ce cadre, la reconversion ou la promotion par alternance a pour objet de permettre au salarié de changer de métier ou de profession, ou de bénéficier d'une promotion sociale ou professionnelle par des actions de formation, par des actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience mentionnées à l'article L. 6313-5 ou d'acquérir le socle de connaissances et de compétences (CléA).

La reconversion ou la promotion par alternance associe des enseignements généraux, professionnels et technologiques dispensés dans un organisme public ou privé de formation ou par l'entreprise, lorsqu'elle dispose d'un service de formation agréé, et l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les qualifications recherchées au sein de l'entreprise.

L'alternance constitue un enjeu d'intérêt général en vue de l'élévation du niveau global de compétence et favoriser l'insertion dans l'emploi au sein du secteur des offices publics de l'habitat. Elle constitue également pour ce dernier un vecteur de la professionnalisation des futurs salariés et permet de répondre à des besoins de recrutement et d'adaptation à l'évolution des métiers.

Dans le cadre de la CPNEF et au travers de l'observatoire des métiers de la branche, les partenaires sociaux ont par ailleurs depuis plusieurs années pris en compte la thématique de l'accompagnement des salariés et des structures de logement social dans le cadre des évolutions et mutations de l'activité (numérisation, développement de l'économie de service) et la prévention du risque d'obsolescence des compétences (lié à la transformation des contenus des emplois).

Soucieux de permettre une mobilisation dans la branche du nouveau dispositif de reconversion et promotion par l'alternance créée par la loi précitée, les partenaires sociaux ont souhaité par le présent accord poursuivre la construction d'une politique d'alternance dans la branche et permettre aux structures de la branche de répondre à leurs besoins en compétences et d'anticiper les mutations à venir.

Les partenaires sociaux entendent par ailleurs poursuivre les négociations relatives à la formation professionnelle continue et l'apprentissage afin de parvenir à un accord plus global en révisant le chapitre VIII de la convention collective nationale de la branche.

Article 1^{er} | *Objet de l'accord et champ d'application*

Le présent accord a pour objet de fixer le cadre et les modalités de la mise en œuvre de la « Pro-A » définie aux articles L. 6324-1 et suivants du code du travail pour les offices et les salariés relevant du champ d'application prévu à l'article 2 du présent accord.

Le présent accord s'applique dans le secteur des offices publics de l'habitat définis aux articles L. 421-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

Article 2 | *Salariés bénéficiaires*

Dans ce secteur, la reconversion ou promotion par alternance concerne, sous réserve du respect dans la mise en œuvre tant des dispositions conventionnelles ci-après convenues que celles légales et réglementaires applicables à ces dispositifs :

- les salariés en contrat à durée indéterminée, ou en contrat à durée déterminée ;
- les salariés bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée conclu en application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, contrat unique d'insertion (CUI) ;
- les salariés placés en position d'activité partielle mentionnée à l'article L. 5122-1.

La reconversion ou promotion par alternance concerne les salariés dont la qualification est inférieure ou égale à un niveau déterminé par décret (art. D. 6324-1-1 du code du travail) et, notamment les salariés dont la qualification est insuffisante au regard de l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail. À la date de la conclusion du présent accord, il s'agit des salariés n'ayant pas atteint un niveau de qualification sanctionné par une certification professionnelle enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles prévu à l'article L. 6113-1 et correspondant au grade de la licence.

Article 3 | Certifications éligibles

Conformément aux dispositions de l'article L. 6324-3 du code du travail, le présent accord définit les certifications professionnelles éligibles au dispositif dite « Pro-A » dans l'annexe I du présent accord.

Article 4 | Modalités de mises en œuvre

Le contrat de travail du salarié fait l'objet d'un avenant qui précise la durée et l'objet de la reconversion ou de la promotion par alternance conformément à l'article L. 6324-6 du code du travail. L'avenant au contrat est déposé auprès de l'OPCO selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, modalités prévues à l'article L. 6325-5 du code du travail.

Lorsque les actions mises en œuvre dans le cadre de la « Pro-A » sont effectuées pendant le temps de travail, elles donnent lieu au maintien par l'employeur de la rémunération du salarié. Conformément à l'article L. 6324-5 du code du travail, l'opérateur de compétences prend en charge la rémunération du salarié en reconversion ou promotion par alternance selon les modalités prévues au 5° du II de l'article L. 6332-147 du code du travail.

Les actions mises en œuvre dans le cadre de la « Pro-A » peuvent se dérouler pour tout ou partie en dehors du temps de travail à l'initiative soit du salarié, soit de l'employeur après accord écrit entre les parties. Les actions de formations peuvent se dérouler en tout ou partie hors du temps de travail dans la limite de 30 heures par an et par salarié. Pour les salariés dont la durée de travail est fixée par une convention de forfait en jours ou en heures sur l'année cette limite est fixée à 2 % du forfait. Les actions de formation de la « Pro-A » réalisées en dehors du temps de travail ne donnent pas lieu au maintien de la rémunération du salarié par l'employeur.

Le refus du salarié de participer à des actions de formation hors temps de travail ne constitue pas une faute.

Toutefois, dans le cadre d'une reconversion professionnelle due à un changement d'organisation, à une évolution technologique, à une inaptitude professionnelle avec reclassement ou concernant des personnels en situation monoparentale, la formation en alternance requise pour le reclassement sera privilégiée durant le temps de travail.

Pendant la formation, le salarié bénéficie de la législation de la sécurité sociale relative à la protection en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Article 5 | Durée des actions

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, les actions de reconversion ou de promotion par l'alternance doivent réunir deux conditions :

- une durée minimale comprise entre 6 et 12 mois, excepté dans le cadre des « Pro-A » qui visent « CléA » ou qui permettent de faire valider des acquis de l'expérience (VAE) ;
- une durée de la formation (positionnement, évaluation, enseignements, accompagnement, à l'exclusion des heures de stage, y compris celles prévues par les référentiels de certification) comprise entre 15 % de la durée du contrat avec un minimum de 150 heures et 25 % de la durée totale (soit 455 heures pour un emploi à temps plein pendant 1 an).

Afin de prendre en considération la spécificité du secteur, les signataires décident que :

- la durée de l'avenant peut être portée jusqu'à 24 mois pour tous les publics éligibles à une reconversion ou promotion par alternance ;
- la durée peut être allongée à 36 mois, notamment pour les jeunes de 16 à 25 ans qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un

diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel et pour les autres publics spécifiques définis à l'article L. 6325-1-1 ;

- conformément à l'article L. 6325-14 du code du travail, les partenaires sociaux décident que cette durée peut être portée à 50 % de la durée totale du contrat pour l'ensemble des bénéficiaires visant les certifications éligibles au dispositif notamment ceux mentionnés à l'article L. 6325-1-1.

Article 6 | Tutorat

6.1. Désignation du tuteur

L'employeur désigne un tuteur, parmi les salariés qualifiés de l'entreprise, chargé d'accompagner chaque bénéficiaire de l'action de reconversion ou de promotion en alternance. Suivant l'article D. 6324-2 du code du travail, le tuteur est désigné dans les mêmes conditions que celles applicables au contrat de professionnalisation.

Le salarié choisi pour être tuteur doit :

- être volontaire ;
- justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation visé.

L'identification des candidats potentiels peut émerger à l'occasion de l'entretien professionnel.

6.2. Rôle et missions du tuteur

La mission du tuteur à l'égard du bénéficiaire du dispositif « Pro-A » est de l'accueillir, l'aider, l'informer et le guider pendant la durée de la formation.

Le tuteur doit également :

- veiller au respect de l'emploi du temps du salarié en alternance ;
- assurer la liaison avec l'organisme ou le service de formation chargé des actions d'évaluation, de formation et d'accompagnement à l'extérieur de l'entreprise ;
- organiser l'activité de le salarié en alternance dans l'entreprise et contribuer à l'acquisition des savoirs faire professionnels ;
- participer à l'évaluation du suivi de la formation.

6.3. Organisation du tutorat

Pour bien exercer ces fonctions, le tuteur ne peut exercer simultanément ses fonctions à l'égard de plus de 2 salariés en alternance. Afin de faciliter le recours au dispositif « Pro-A », l'activité de tutorat peut également être partagée entre plusieurs salariés afin de constituer une équipe tutorale au sein de laquelle doit être désigné un maître d'apprentissage ou un tuteur. Dans ce cas, le maître d'apprentissage ou le tuteur ainsi désigné assure la coordination de l'équipe tutorale.

Les tuteurs peuvent bénéficier d'une formation spécifique de tutorat, tant sur le plan pédagogique qu'organisationnelle. La formation vise à permettre au tuteur d'assurer le suivi des salariés en alternance, notamment lors de leur premier tutorat ou de mettre à jour ses connaissances en la matière, au bout de 4 ans dans le cadre de formations de tutorat ultérieures. L'employeur devra veiller à faciliter l'accès à la formation des tuteurs.

L'employeur doit veiller à permettre au tuteur de disposer du temps nécessaire pour exercer ses fonctions tutorales, le cas échéant par une réorganisation de la charge et du temps de travail.

L'activité de tuteur est valorisée par l'entreprise notamment lors de l'entretien professionnel par la prise en compte de cette mission dans la carrière professionnelle.

6.4. Formalisation des conditions d'exercice de la mission

Les conditions d'exercice de la mission du tuteur sont organisées au sein des entreprises et font l'objet d'une convention tripartite entre l'employeur, le tuteur et le tutoré. Cette convention reprend les thématiques abordées à l'article 6 du présent accord et en précise les modalités concrètes de mise en œuvre.

Article 7 | Financement

Conformément à l'article L. 6332-14 du code du travail, les actions de reconversion ou de promotion par l'alternance sont financées prioritairement sur les fonds de l'alternance par l'OPCO. La CPNEF détermine et révisé, le cas échéant, les taux forfaitaires de prise en charge par l'OPCO qui couvrent tout ou partie des frais pédagogique, des frais de transport, de rémunération et d'hébergement engagés dans le cadre de la reconversion ou la promotion par alternance. À défaut, le taux de prise en charge est celui décidé par l'OPCO.

Article 8 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires du présent accord conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir des stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visés à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 9 | Clauses de suivi et de rendez-vous

Les dispositions du présent accord seront suivies selon les modalités prévues par la convention collective nationale du personnel des offices publics de l'habitat.

Article 10 | Durée de l'accord et demande de révision

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Toute demande de révision est accompagnée d'une proposition de nouvelle rédaction concernant le ou les articles soumis à révision, et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des autres organisations syndicales représentatives de salariés ainsi qu'aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives. Les discussions portant sur la révision devront s'engager dans les 3 mois suivant la date de réception de la demande. Le présent accord restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un avenant ou d'un nouvel accord. Le présent accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 11 | Formalités de dépôt et de publicité

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 12 | Extension

Les parties signataires conviennent que la partie la plus diligente sollicitera l'extension du présent accord en vue de le rendre applicable à tous les établissements, offices et services concernés par le champ d'application.

Article 13 | ***Date d'effet***

Le présent accord prendra effet au 1^{er} jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 27 mai 2020.

(Suivent les signatures.)

Annexe I Liste des certifications éligibles

La branche est soumise à des évolutions sociales, économiques et réglementaires nombreuses. Tant pour faire face aux problématiques socioéconomiques de plus en plus prégnantes, la baisse de la solvabilité des ménages logés dans leur parc, que pour répondre à des engagements ambitieux en matière de construction et réhabilitation ou s'adapter aux évolutions du contexte législatif du secteur. Dans ce cadre les offices sont amenés à revoir leurs organisations, réorienter leur stratégie, s'adapter au développement de l'économie de service et à la numérisation des activités.

Pour l'élaboration de cette liste, il a été tenu compte des résultats du rapport de branche et de plusieurs études menées dans le cadre de la CPNEF, notamment celle relative à l'élaboration d'une politique alternance au sein de la branche (conduite en 2019), mais également l'étude relative aux reconversions professionnelles au sein de la branche (conduite en 2017).

Sur ces bases, il a été considéré que les certifications ci-dessous étaient de nature à permettre d'accompagner les évolutions des métiers de la branche et relevaient à ce titre des priorités du dispositif de reconversion ou promotion par alternance.

Les certifications suivantes correspondent aux besoins en compétences nécessaires pour répondre aux évolutions organisationnelles ou technologiques explicitées en annexe II.

(Voir page suivante.)

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|--|---|------------------------------------|
| 34053 | Chargé d'opérations d'habitat social | Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social (AFPOLS) | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 26730 | Diplôme de l'institut d'études politiques de Grenoble spécialité développement et expertise de l'économie sociale | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 26726 | Diplôme de l'institut d'études politiques de Grenoble spécialité villes, territoires, solidarités | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 22717 | Diplôme de l'institut d'études politiques de Rennes spécialité expertises de l'action publique territoriale | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 22713 | Diplôme de l'institut d'études politiques de Rennes spécialité ingénierie des services urbains et réseaux : ville en devenir | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 4505 | Diplôme d'État d'ingénierie sociale | Ministère des solidarités et de la santé/ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 28198 | Directeur(trice) d'agence en habitat social | Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social (AFPOLS) | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 31435 | Doctorat activités financières et immobilières | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 31415 | Doctorat construction travaux publics urbanisme | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 17271 | Expert en économie solidaire et logiques de marché | Institut catholique de Paris | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 31904 | Expert en efficacité énergétique des bâtiments | Wedge polytechnic international institute – Wedge business school wedge institute | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 26947 | Expert en efficacité énergétique en rénovation des bâtiments (MS) | École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne de l'institut Mines-Télécom | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|---|--|------------------------------------|
| 34232 | Expert en évaluation et audit immobilier | École supérieure des professions immobilières (ESPI) | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 17700 | Ingénieur diplômé de l'école centrale de Nantes spécialité bâtiment et travaux publics en partenariat avec IITII Pays de la Loire | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 4269 | Ingénieur diplômé de l'école nationale d'ingénieurs de Saint-Étienne spécialité génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 15782 | Ingénieur diplômé de l'école nationale d'ingénieurs de Saint-Étienne spécialité génie civil en partenariat avec Sup BTP Rhône-Alpes et Auvergne | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 24092 | Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de Lille de l'université Lille 1 spécialité génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 19723 | Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université Clermont Auvergne spécialité génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 16999 | Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université de Nantes spécialité génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 18185 | Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université de Nice spécialité bâtiments | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 19885 | Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de Marseille de l'université d'Aix-Marseille spécialité génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 13257 | Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de Savoie de l'université de Chambéry spécialité environnement, bâtiment, énergie | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|---|--|------------------------------------|
| 29170 | Ingénieur diplômé de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie spécialité bâtiment | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 4187 | Ingénieur diplômé de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie spécialité travaux publics | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 17742 | Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Lyon spécialité génie civil et urbanisme | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 4193 | Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Rennes spécialité génie civil et urbain | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 15664 | Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Rouen spécialité génie civil en convention avec l'université du Havre | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 26697 | Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Strasbourg spécialité génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 30001 | Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Toulouse spécialité génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 14310 | Ingénieur diplômé de l'institut supérieur aquitain du bâtiment et des travaux publics de l'université de Pau | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 19723 | Ingénieur diplômé du centre universitaire des sciences et techniques de l'université Clermont-Ferrand 2 spécialité génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 13205 | Ingénieur diplômé du CESI spécialité bâtiment et travaux publics en partenariat avec ITII Île-de-France | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 30745 | Manager de l'habitat social et durable | GCAF Supertertiaire | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|--|--|------------------------------------|
| 16638 | Manager de projets de construction | CESI | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 24874 | Manager en ingénierie de la finance immobilière | Ecole supérieure des professions immobilières (ESPI) | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 30433 | Master droit, économie, gestion mention économie sociale et solidaire | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 30433 | Master droit, économie, gestion mention économie sociale et solidaire | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 30433 | Master droit, économie, gestion mention économie sociale et solidaire | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 30326 | Master droit, économie, gestion mention politiques publiques | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 34080 | Master mention droit de l'environnement et de l'urbanisme | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 34105 | Master mention droit de l'immobilier | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 34114 | Master mention génie civil | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 34082 | Master mention gestion de patrimoine | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 31470 | Master mention urbanisme et aménagement | Ministère de la culture/ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 29723 | Master sciences humaines et sociales mention économie sociale et solidaire | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 29723 | Master sciences humaines et sociales mention économie sociale et solidaire | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 30311 | Master sciences humaines et sociales mention économie sociale et solidaire | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|--|--|---|
| 26899 | Master sciences humaines et sociales mention innovation, entreprise et société | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 27823 | Property manager (Manager en gestion immobilière) | École supérieure des professions immobilières (ESPI) | Niveau I (supérieur à la maîtrise) |
| 31176 | Chargé d'affaires BTP | CESI | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 29827 | Chargé d'affaires immobilières | Conseil formation qualification (CFQ)/Institut supérieur interprofessionnel de formation en alternance (ISIFA) | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 26240 | Chef(fe) de projet spécialisé France en économie sociale et solidaire | Initiatives | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 29433 | Gestionnaire immobilier | Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 26470 | Licence droit, économie, gestion mention métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 24427 | Licence mention administration économique et sociale | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 14939 | Licence pro énergie et génie climatique spécialité gestion technique du bâtiment | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30038 | Licence pro mention activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30059 | Licence pro mention développement de projets de territoires | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation/ministère de l'agriculture et de l'alimentation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30078 | Licence pro mention intervention sociale : accompagnement social | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30115 | Licence pro mention métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30123 | Licence pro mention métiers de l'immobilier : gestion et administration de biens | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|---|--|---|
| 29783 | Licence pro mention métiers de l'immobilier : gestion et développement de patrimoine immobilier | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30124 | Licence pro mention métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30141 | Licence pro mention métiers du BTP : bâtiment et construction | Ministère de la culture/ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30142 | Licence pro mention métiers du BTP : génie civil et construction | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30143 | Licence pro mention métiers du BTP : performance énergétique et environnementale des bâtiments | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 30144 | Licence pro mention métiers du BTP : travaux publics | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 29548 | Responsable d'affaires immobilières | GCAF Supertertiaire | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 32006 | Responsable en gestion et négociation immobilières | Institut de management des services immobiliers – Groupe institut de gestion sociale (IGS)/European school of advanced management – groupe institut de gestion sociale (IGS) | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 31961 | Spécialiste en ingénierie de la maintenance infrastructure et BTP | Ministère des armées | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 34280 | Titre professionnel coordinateur BIM du bâtiment | Ministère du travail | Niveau II (licence ou maîtrise universitaire) |
| 29744 | Assistant en gestion de patrimoine | Juriscampus | Niveau III (BTS, DUT) |
| 31059 | BTS comptabilité et gestion | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |
| 7570 | BTS économie sociale familiale | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |
| 1053 | BTS études et économie de la construction | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |
| 20692 | BTS métiers des services à l'environnement | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|--|--|-----------------------|
| 34030 | BTS négociation et digitalisation de la relation client | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |
| 14922 | BTS professions immobilières | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |
| 5297 | BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |
| 18315 | BTS systèmes constructifs bois et habitat | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |
| 31160 | Chargé de gestion locative sociale | Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social (AFPOLS) | Niveau III (BTS, DUT) |
| 6071 | Conseiller en transactions immobilières | GCAF Supertertiaire | Niveau III (BTS, DUT) |
| 31947 | Dessinateur projeteur BIM | Fédération compagnonnique des métiers du bâtiment (FCMB) – Agen/Fédération compagnonnique des métiers du bâtiment (FCMB) – Anglet/Fédération compagnonnique des métiers du bâtiment (FCMB) | Niveau III (BTS, DUT) |
| 19896 | DEUST sciences, technologies, santé spécialité bâtiment et construction | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau III (BTS, DUT) |
| 22990 | DEUST sciences, technologies, santé spécialité bâtiment et construction spécialité(s) : conduite de travaux en écoconstruction | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau III (BTS, DUT) |
| 28329 | DEUST sciences, technologies, santé spécialité maintenance et infrastructures de réseaux | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau III (BTS, DUT) |
| 2869 | DEUST sciences, technologies, santé spécialité maintenance hôtelière, hospitalière et immobilière | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau III (BTS, DUT) |
| 7571 | Diplôme d'État de conseiller en économie sociale et familiale | Ministère de l'éducation nationale/ministère des solidarités et de la santé | Niveau III (BTS, DUT) |
| 2478 | DUT carrières sociales option gestion urbaine | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau III (BTS, DUT) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|---|---|--|
| 20701 | DUT génie civil – construction durable | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau III (BTS, DUT) |
| 20648 | DUT gestion des entreprises et des administrations option gestion et management des organisations | Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation | Niveau III (BTS, DUT) |
| 34339 | Gardien de refuge en montagne (DU) | Université Jean Jaurès – Toulouse 2 | Niveau III (BTS, DUT) |
| 13594 | Responsable de site en habitat social | Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social (AFPOLS) | Niveau III (BTS, DUT) |
| 34016 | Responsable technique de sites immobiliers | CEFLU | Niveau III (BTS, DUT) |
| 31161 | Technicien de patrimoine immobilier social | Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social (AFPOLS) | Niveau III (BTS, DUT) |
| 28811 | Titre professionnel conducteur de travaux du bâtiment et du génie civil | Ministère du travail | Niveau III (BTS, DUT) |
| 19364 | Gestionnaire des organisations sportives (DU) | Université Claude Bernard – Lyon 1 | Niveau III (BTS, DUT) |
| 4497 | BTS électrotechnique | Ministère de l'éducation nationale | Niveau III (BTS, DUT) |
| 9638 | Bac pro accueil – relation clients et usagers | Ministère de l'éducation nationale | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 32049 | Bac pro métiers de l'accueil | Ministère de l'éducation nationale | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 4556 | Bac pro services de proximité et vie locale spécialité activités participant à la socialisation et au développement de la citoyenneté | Ministère de l'éducation nationale | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 4556 | Bac pro services de proximité et vie locale spécialité gestion du patrimoine locatif | Ministère de l'éducation nationale | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 28288 | Titre professionnel médiateur(trice) social(e) accès aux droits et services | Ministère du travail | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 1268 | Titre professionnel technicien mètreur en réhabilitation de l'habitat | Ministère du travail | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|--|---|--|
| 4888 | Bac pro technicien du bâtiment : organisation et réalisation du gros œuvre | Ministère de l'éducation nationale | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 2836 | Bac pro technicien menuisier agencier | Ministère de l'éducation nationale | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 31078 | Titre professionnel peintre décorateur | Ministère du travail | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 22270 | Titre professionnel technicien installateur en chauffage, climatisation, sanitaire et énergies renouvelables | Ministère du travail | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 27774 | BP électricien(ne) | Ministère de l'éducation nationale | Niveau IV (BP, BT, baccalauréat professionnel) |
| 7511 | BEP métiers des services administratifs | Ministère de l'éducation nationale | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 586 | CAP gardien d'immeubles | Ministère de l'éducation nationale | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 601 | CAP maintenance de bâtiments de collectivités | Ministère de l'éducation nationale | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 1569 | Gardien d'immeubles – AFPOLS | Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social (AFPOLS) | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 27326 | Gardien(ne) d'immeuble(s) | CEFLU | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 316 | Titre professionnel agent d'entretien du bâtiment | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 17791 | Titre professionnel employé administratif et d'accueil | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 24655 | CAP agent de propreté et d'hygiène | Ministère de l'éducation nationale | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 29855 | Titre professionnel menuisier poseur-installateur | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 473 | CAP menuisier installateur | Ministère de l'éducation nationale | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 399 | Titre professionnel ouvrier du paysage | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 319 | Titre professionnel peintre en bâtiment | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 406 | Titre professionnel façadier-peintre | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |
| 1805 | Titre professionnel installateur en thermique et sanitaire | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFPA du premier degré) |

| Code RNCP | Intitulé | Certificateur | Niveau |
|-----------|---|---|--|
| 316 | Titre professionnel agent d'entretien du bâtiment | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFFA du premier degré) |
| 30328 | CAP électricien | Ministère de l'éducation nationale | Niveau V (CAP, BEP, CFFA du premier degré) |
| 31116 | Titre professionnel électricien d'équipement du bâtiment | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFFA du premier degré) |
| 32297 | Titre professionnel électricien d'installation et de maintenance des systèmes automatisés | Ministère du travail | Niveau V (CAP, BEP, CFFA du premier degré) |
| 27412 | CQP agent d'entretien et de proximité | CPNE des régions de quartier et de territoire | sans niveau spécifique |

Annexe II Note justificative sur la liste de certifications éligibles à la « Pro-A » au sein de la branche au regard des compétences requises aujourd’hui et demain au sein du secteur

Présentation de la branche

La branche des offices publics de l’habitat compte 243 offices publics de l’habitat et un effectif de 46 490 personnes comprenant une dualité de statut (salariés et agents de la fonction publique territoriale). Elle est couverte par la convention collective nationale des OPH (IDCC 3220) et depuis l’arrêté du 16 novembre 2018 portant fusion des champs conventionnels, lui est rattachée la convention collective du personnel des sociétés coopératives d’HLM. Celle-ci compte 102 coopératives et 2 002 salariés.

Enjeux de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A) dans la branche

La branche évolue dans un environnement en transformation rapide et connaît une mutation importante de ses métiers.

L’activité de gestion du parc locatif se voit fortement impactée par la baisse de la solvabilité et l’augmentation des problématiques économiques et sociales rencontrées par les ménages locataires.

L’activité de production et de réhabilitation de logements se trouve, quant à elle, profondément marquée par des enjeux de construction de logements, de réhabilitation, de développement de l’accession sociale et des copropriétés.

En parallèle, il est demandé d’opérer une mutation des modèles économiques face à une baisse tendancielle des aides de l’État et le développement de la pression concurrentielle entre les différents acteurs du secteur.

Pour finir, le champ d’activité est traversé en permanence par des changements législatifs et réglementaires, qui obligent à des mises en conformité constantes.

Des mutations organisationnelles et des restructurations sont en cours, et nombre de projets stratégiques insistent sur la nécessité de renforcer le management et d’impliquer l’ensemble des personnels dans une démarche commerciale vis-à-vis tant des locataires que des financeurs. Ces changements impactent la plupart des métiers, se traduisant par des nouvelles organisations du travail et des besoins de compétences.

C’est particulièrement le cas pour les personnels en charge de la gestion locative et de proximité, qui rassemblent le plus grand nombre de professionnels. Les différentes activités (interventions techniques, travail administratif, accueil-information des locataires...), autrefois réparties entre du personnel spécialisé (agent de maintenance, chargé d’accueil, chargé d’attribution, chargé d’état des lieux...) sont redistribuées, les contours des métiers se recomposent.

Les professionnels doivent évoluer vers davantage de polyvalence et participer à la politique commerciale, ce qui implique de développer ou renforcer certaines compétences, notamment relationnelles et commerciales. Les fonctions de management, reporting et contrôle se développent au plus près du terrain. Dans le même temps, les professionnels en contact avec le public ressentent une accentuation des fragilités économiques et sociales ainsi qu’une évolu-

tion des profils (populations âgées, personnes en situations de handicap, familles monoparentales...). En parallèle la culture de service se renforce.

La fonction maîtrise d'ouvrage doit également évoluer. Les engagements pris en termes d'effort de construction et de maîtrise de la consommation d'énergie supposent donc un renfort des capacités de maîtrise d'ouvrage au sein des offices. De plus, les métiers de la maîtrise d'ouvrage et du bâtiment doivent intégrer en continu des normes exigeantes et des techniques innovantes mais encore peu appropriées par leurs usagers.

Du côté des fonctions supports, le statut juridique des offices amène des particularités, notamment en matière de fiscalité, de comptabilité, de droit social, qui nécessitent de la part des personnels des compétences pointues et régulièrement mises à jour.

Au regard de ces fortes mutations, certains métiers présentent un risque d'obsolescence des compétences notamment quand une part importante de leur activité est impactée par la digitalisation. Ces métiers voient leurs activités évoluer vers de nouvelles missions et exiger de nouvelles compétences techniques et relationnelles.

Métiers de la proximité

Les métiers de la gestion de proximité sont concernés par les mutations relevant du :

- développement de la polyvalence sur des postes auparavant spécialisés (états des lieux, maintenance du patrimoine, médiation sociale...) ;
- besoin croissant de compétences relationnelles (régulation des conflits, communication avec les personnes démunies, prévention des impayés...) ;
- besoin croissant de compétences services ;
- informatisation des activités.

Métiers de la gestion locative

Ces métiers sont concernés par des mutations relevant du :

- développement de la polyvalence (ensemble des missions de gestion locative, veille, conseil, médiation sociale...) sur des postes auparavant spécialisés par fonction (attributions, états des lieux...) ;
- besoin croissant de compétences relationnelles (communication avec les personnes démunies, régulations de conflits, prévention d'impayés...) ;
- besoin croissant de compétences services (marketing, commercialisation de logements...).

Métiers de la maintenance du patrimoine

Les métiers relevant de cette activité sont impactés par :

- le développement de la polyvalence (états des lieux, suivi des réclamations...) sur des postes auparavant spécialisés dans la maintenance du patrimoine ;
- le besoin d'intégrer de nombreuses évolutions réglementaires et techniques (équipements innovants, désamiantage, renforcement de la performance énergétique, lutte contre les pollutions matérielles et sonores...) ;
- informatisation des activités.

Métiers de la maîtrise d'ouvrage et aménagement

Ces métiers sont marqués par :

- le besoin de maîtriser le management de projet ;
- le besoin d'intégrer de nombreuses évolutions techniques et réglementaires (normes de développement durable...).

Fonctions support

Les fonctions supports doivent acquérir ou actualiser des compétences techniques de plus en plus spécialisées et régulièrement mises à jour (fiscalité, comptabilité, achats...).

Au regard de ces éléments la liste des certifications définie à l'annexe I du présent accord répond aux problématiques que le secteur connaît sur l'évolution de ses métiers ; et constituent un outil essentiel limitant le risque d'obsolescence des compétences et augmentant l'employabilité des salariés.